

Dérives réactionnaires et contre-mouvements dans le Sud : un tour d'horizon

vendredi 16 mars 2018, par [DELCOURT Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2018).

Editorial de Alternatives Sud : Droites militantes et mobilisations réactionnaires, CentreTricontinental et Editions Syllepse [1], Louvain-la-Neuve (Belgique) et Paris, 2018, 176 pages, 13 euros.

Sommaire

- [Virage réactionnaire au \(...\)](#)
- [Asie du Sud et du Sud-Est](#)
- [Amérique latine](#)
- [Monde arabe et Afrique subsaha](#)
- [Les ferments d'une révolte \(...\)](#)
- [Contre-mouvements régressifs](#)
- [Discours mobilisateurs](#)
- [Organisations, ressources \(...\)](#)
- [Refonder les gauches pour \(...\)](#)

Les pays du Sud connaissent-ils un tournant réactionnaire ? La question est à poser au regard de la montée en puissance, quasi simultanée sur les trois continents, de forces sociales et politiques régressives. À contre-pied des luttes émancipatrices, elles reviennent sur les conquêtes démocratiques des dernières décennies. Symptômes du brouillage des identités, de l'explosion des inégalités et du renforcement des clivages, elles tirent parti du recul des forces progressistes.

Crispations identitaires et hystérie sécuritaire, essor des conservatismes moraux et des fondamentalismes religieux, résurgence des nationalismes ultras et ethniques, ascension de partis et de courants politiques ouvertement xénophobes, multiplication des ploutocraties et des démagogies autoritaires, banalisation d'une parole raciste, misogynne et homophobe, « brutalisation » du débat public et rejet du multilatéralisme... Tout semble indiquer que nos sociétés sont entrées de plain-pied dans une phase de « régression » (Geiselberger, 2017), de « droitisation du monde » (Cusset, 2016), sinon de « dé-civilisation » (Nachtwey, 2017), quelle que soit la forme prise, selon le lieu, par ce tournant que certains qualifient d'historique.

Loin des prophéties optimistes des apôtres néolibéraux du marché autorégulé, pour qui la généralisation du libre-échange allait forcément ouvrir la voie à une ère de paix et de prospérité économique pour tous, et marquer le triomphe final de la démocratie, la mondialisation a entraîné dans son sillage une longue succession de crises économiques et de bouleversements sociopolitiques majeurs, créant les conditions du retour en force de courants politiques particulièrement régressifs.

Gardiens de l'ordre et de la morale, pourfendeurs de l'universalisme des droits de l'homme, adversaires de l'État social, nostalgiques d'un passé fantasmé ou partisans du statu quo, ces « nouveaux » réactionnaires n'ont cessé, ces dernières années, de gagner en visibilité, de consolider leur assise sociale et de renforcer leur présence dans les espaces publics et les arènes politiques.

Jouant sur les frustrations et sur le discrédit généralisé qui s'est abattu sur le monde politique, leur audience croissante et leurs succès électoraux seraient le signe, selon la sociologue Eva Illouz, d'une « radicalisation » (à droite) des populations dans la plupart des démocraties libérales :

« Les populations se radicalisent alors mêmes qu'elles avaient pour l'essentiel accepté, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les règles du jeu libérales et qu'elles les avaient respectées [...] une partie de la population semble aujourd'hui décidée à remettre en question certaines composantes essentielles du libéralisme politique : le pluralisme ethnique et religieux, l'intégration de la nation au sein d'un ordre mondial à travers l'échange économique et les institutions internationales, l'expansion des droits individuels et collectifs, la tolérance vis-à-vis de la diversité sexuelle, la neutralité de l'État en matière d'appartenance ethnique... Et dès lors que l'on quitte le monde occidental, on découvre une situation plus sinistre : la Russie, la Turquie et les Philippines sont les proies d'un style de gouvernement agressif, brutal, chauvin, leurs dirigeants respectifs affichant un mépris ouvert et décomplexé pour l'État de droit et les droits de l'homme » (2017).

Prolongement, logique ou à tout le moins prévisible, de la révolution néolibérale des deux dernières décennies du 20^e siècle, ce tournant régressif ne s'arrête pas en effet aux frontières du monde occidental ou de sa proche périphérie. L'Asie du Sud et du Sud-Est, le monde arabe, l'Afrique et l'Amérique latine sont également traversés par de puissants courants rétrogrades, qui, çà et là, prennent la forme de véritables mobilisations populaires, capables de faire ou de défaire des gouvernements et de peser sur les agendas politiques.

Happenings pro-monarchistes en Thaïlande, essor des courants fondamentalistes en Malaisie, en Indonésie et dans le monde arabe, manifestations réactionnaires géantes au Brésil et en Argentine, montée en puissance et emprise croissante des mouvances extrémistes hindoues en Inde, bouddhistes en Birmanie ou au Sri Lanka, regain de violence interethnique, religieuse et xénophobe en Afrique... À rebours des luttes émancipatrices qui ont fleuri dans les pays Sud ces dernières décennies, ces forces ont aujourd'hui le vent en poupe.

Marqueurs de l'explosion des inégalités, de la dissolution des tissus sociaux et du brouillage des repères culturels, religieux et identitaires engendrés par l'ouverture indiscriminée des marchés, elles exploitent les ressentiments des perdants de la mondialisation au profit d'intérêts particuliers, de factions ou de groupes dominants. Bien décidées à revenir sur les conquêtes démocratiques, elles tirent parti du recul des forces progressistes et de la disparition des discours qui structuraient autrefois l'imaginaire politique des classes sociales ou des mouvements d'indépendance.

Pour la première fois, Alternatives Sud s'intéresse à ces « contre-mouvements sociaux » et autres « sociétés inciviles ». Quels sont leurs ressorts ? Quelles formes prennent-ils et de quelle manière se manifestent-ils ? Quels sont leurs objectifs et comment mobilisent-ils ? Et quelle est leur incidence sur les politiques nationales ? Telles sont les questions auxquelles entendent répondre les textes rassemblés dans cet ouvrage.

Ce tour d'horizon ne se veut pas exhaustif. En croisant points de vue et éclairages nationaux, il entend surtout proposer quelques clés de lecture permettant d'interpréter ce basculement réactionnaire quasi simultané dans la plupart des régions du monde. En ciblant ses protagonistes, il vise aussi à mieux cerner les tensions et les conflits qui traversent ces sociétés, dans un contexte international de concurrence exacerbée. Il permet aussi de jauger l'état actuel des rapports de forces sociaux et politiques qui les modèlent, dans une perspective globale, critique et comparative. En s'intéressant enfin à ces forces régressives et aux conditions de leur (ré-)émergence, l'idée est aussi de participer d'une prise de conscience de la menace qu'elles représentent, étape indispensable à l'ébauche d'une réponse adaptée.

Virage réactionnaire au Sud : tour d'horizon

Avant d'entamer ce tour d'horizon, une précision s'impose. Au cours de leur histoire récente, la plupart des pays du Sud ont été en proie à de puissants courants réactionnaires, lesquels n'ont jamais hésité à faire le coup de force contre les quelques rares gouvernements progressistes qui y ont accédé au pouvoir. « Alors que dans le Nord, note Walden Bello, l'émergence de ces forces (fascistes, populistes autoritaires ou contre-révolutionnaires) et de leurs figures de proue évoque l'idée d'une répétition des années 1930, lorsque le fascisme classique est arrivé au pouvoir (en Italie et en Allemagne), dans le Sud global, leur déploiement/redéploiement a toujours été un phénomène récurrent ces cinquante dernières années, dans la foulée de durs conflits de classes, voire de guerres de classes » (2017). Pour autant, les pays du Sud semblent connaître un nouveau moment réactionnaire, inédit depuis les dernières vagues de démocratisation.

Asie du Sud et du Sud-Est

Dans un communiqué récent [2], le Réseau pour une démocratie sociale en Asie (Network for Social Democracy in Asia) tire la sonnette d'alarme : « *En dehors des salles de conférences, avertit-il, les démocrates et progressistes sont en train de perdre du terrain au profit de mouvements populistes et fondamentalistes. À l'instar de leurs alter ego européens, les mouvements populistes asiatiques sont entrés en compétition avec les mouvements démocratiques, syndicaux et progressistes déjà bien établis et obtiennent de bien meilleurs résultats. Les populistes sont en train de prendre les rênes du pouvoir.* » Comme le notent également deux spécialistes de la région, en Asie comme ailleurs, « de plus en plus de personnes, affectées par les fléaux engendrés par une mondialisation non régulée, se détournent du libéralisme (politique) et de la démocratie sociale, pour s'en remettre à une forme de nationalisme populiste de droite » (Djani et Törnquist, 2017).

Aux Philippines, ce rejet de la démocratie libérale s'est exprimé principalement par l'arrivée au pouvoir de Rodrigo Duterte. La dette colossale accumulée vis-à-vis de Washington, la manipulation constante du système électoral par des élites corrompues et des années de politiques néolibérales ont finalement eu raison de la nouvelle république bâtie à la fin des années 1980 sur les cendres du régime de Marcos. L'écart perçu entre les promesses d'inclusion démocratique et d'amélioration des conditions de vie de la population, portées autrefois par le People Power Movement [3], et la réalité d'une aggravation des inégalités et d'une pauvreté massive, dans un contexte de hausse de la criminalité, a sans nul doute préparé le terrain à la victoire aux élections présidentielles de l'ancien maire et homme fort de Mindanao.

Élu sur la promesse d'en finir avec le narcotraffic, celui qui se targuait d'avoir nettoyé, quand il en était le maire, la cité de Davao du « crime et des communistes », n'a pas tardé à reproduire à l'échelle nationale ses vieilles recettes répressives. D'ores et déjà, des milliers d'exécutions extrajudiciaires ont eu lieu dans le pays (Raillon, 2017). Bénéficiant d'un très large soutien dans diverses strates de la société philippine (des milieux aisés traditionnels aux petites classes moyennes en passant par les nouveaux riches) et d'appuis solides dans l'ensemble du spectre politique philippin (des vieux soutiens de Marcos aux alliés de la première heure de l'ex-président Arroyo, en passant par une bonne partie de la gauche gouvernementale), Duterte représenterait, selon Walden Bello, le type même du « fasciste original ».

Tonnant contre l'Occident et sa diplomatie des droits de l'homme, sachant ménager l'ensemble de ses alliés et adapter au besoin ses politiques, Duterte n'est pas un « un réactionnaire cherchant à restaurer un passé mythique. Il n'est pas un conservateur qui entend défendre le statu quo. Son projet est un futur autoritaire ». Son principe de gouvernement est la force brute, au mépris des

règles démocratiques, du cadre légal national et du droit international (2017).

En Inde, le président Narendra Modi incarne un autre projet politique : un mélange inquiétant de nationalisme culturel extrême et de néolibéralisme étroitement articulé aux intérêts de l'élite économique hindoue. Soupçonné d'avoir cautionné un pogrom antimusulman dans la province du Gujarat, dont il était alors l'ultralibéral ministre en chef, voire d'en avoir été l'instigateur, cet idéologue et ancien activiste de l'hindutva (indianité) a remporté haut la main les élections en 2014, grâce à la mobilisation massive des milieux nationalistes hindous.

À peine installé à la présidence, Modi a mis en place une politique économique favorable aux milieux d'affaires, lesquels comptent parmi ses plus fidèles soutiens, et s'est attelé au démantèlement de l'héritage laïque et socialiste de Nehru, de même qu'à celui de la pensée non violente et tolérante du Mahatma Gandhi : « Depuis son accession au pouvoir, explique Arjun Appadurai, il y a bientôt trois ans, les libertés sexuelle, religieuse et artistique ont été bafouées en Inde comme elles ne l'avaient jamais été [...] l'Inde risque à tout moment de basculer dans une guerre contre le Pakistan ; les craintes des musulmans indiens sont de plus en plus vives, et les Dalits (que l'on appelait autrefois les « intouchables ») sont quotidiennement agressés et humiliés en toute impunité. Modi articule au lexique de la pureté ethnique un discours centré sur la propreté et l'hygiène publique. On donne à l'étranger l'image d'un pays combi-nant modernité numérique et authenticité hindoue, et à l'intérieur des frontières, on fait de la domination hindoue le principe du gouvernement. Telles sont les pierres angulaires de la nouvelle souveraineté indienne » (2017).

Ailleurs en Asie, cette poussée nationaliste et réactionnaire a également pris une inquiétante tonalité ethnico-religieuse. En Malaisie, elle s'est traduite par l'émergence dans l'espace public de puissantes organisations nationalistes, qui entendent renforcer le principe de la « suprématie malaise » (Keuanan Melayu), contre les minorités ; et faire de la religion musulmane et de la royauté les deux fondements de la société (et de la citoyenneté) malaise (Choong Pui Yee, 2012 ; Hamayotsu, 2013). Au Cambodge, cette fièvre nationaliste est depuis peu régulièrement à l'origine d'émeutes visant les commerçants vietnamiens, à l'initiative d'organisations khmères.

Et en Birmanie, elle a pris la forme d'une violente campagne xénophobe contre les Rohingyas, orchestrée par les organisations intégristes bouddhistes au nom de la préservation d'une identité nationale soi-disant menacée (Frewer, 2015 ; Raillon 2017). Leur poids dans la société birmane, leur légitimité sociale et leur influence culturelle et religieuse expliquent sans nul doute en grande partie l'attentisme du gouvernement Aung San Suu Kyi et de la population face à la gravité des attaques aujourd'hui perpétrés contre cette minorité musulmane.

Cet activisme ultranationaliste ne vise pas toujours des minorités ethniques. Il s'en est pris aussi à des gouvernements accusés de privilégier certaines catégories sociales, les plus pauvres ou les paysans en particulier. Ainsi, en Thaïlande, tant le mouvement d'opposition au populaire gouvernement de Thaksin Shinawatra (2001-2006), accusé par l'establishment thaï d'avoir acheté des voix au moyen de programmes sociaux, puis renversé par les militaires, que le mouvement dirigé contre le gouvernement de Yingluck Shinawatra (2011-2014) ont l'un et l'autre été organisés par les milieux nationalistes pro-royalistes, avec le soutien des élites traditionnelles, des milieux d'affaires et des classes moyennes de Bangkok et des villes du sud du pays.

Opposés pendant des mois, dans la rue, aux « chemises rouges », une coalition très hétérogène regroupant des collectifs issus de la société civile, des ex-partisans de Thaksin et des défenseurs de la démocratie électorale, ceux qui se faisaient initialement appeler « chemises jaunes » (référence explicite à la couleur de la royauté) ont multiplié manifestations violentes et lock-out dans la capitale, avant d'appuyer le coup d'État militaire de 2014 et le régime du Conseil national de la paix et de l'ordre. Une restauration qui a à nouveau sonné le glas de la dernière parenthèse

démocratique et ouvert la voie à une nouvelle vague de répression contre les opposants au régime militaire (Chachavalpongpun, 2012 ; Case, 2014).

Le gouvernement indonésien a lui aussi été soumis à une forte pression de la rue, née de l'alliance qui s'est nouée entre les milieux nationalistes et les organisations fondamentalistes musulmanes. Alliées utiles des vieilles élites politiques et économiques, ces dernières s'étaient déjà largement mobilisées en 2014 contre la candidature de l'actuel président Joko « Jokowi » Widodo, alors candidat indépendant - et issu du milieu populaire - des organisations progressistes, en appuyant un candidat ultraconservateur, Prabowo Subianto, sorte de Trump indonésien, oligarque ultranationaliste, ancien général, et gendre de Suharto (Törnquist et Djani, 2017).

Plus récemment, elles ont contribué à l'échec électoral du populaire gouverneur de Jakarta, M. Basuki Tjahaja Purnama, dit Ahok, un chrétien d'origine chinoise, allié de la première heure du président, et à sa condamnation ultérieure (sans preuve) pour blasphème, après avoir organisé, en octobre et en novembre 2016, des manifestations géantes auxquelles participa « une foule hétéroclite d'islamistes fondamentalistes, de musulmans sincèrement inquiets quant à l'avenir de leur religion et de simples habitants mécontents de la politique menée par le gouverneur de la ville » (Beyer et Bulard, 2017).

Parmi les composantes islamistes qui ont orchestré cette campagne, certaines traînent une sinistre réputation en tant qu'héritières directes des milices ayant autrefois participé au massacre des militants communistes et de leurs sympathisants, sous la dictature de Suharto. En plein essor, et trouvant une nouvelle audience en sein des classes moyennes et supérieures, de même que chez de nombreux jeunes, de plus en plus sensibles aux discours portant sur la pureté ethnique et les valeurs religieuses, elles entendent aujourd'hui « ré-islamiser » la société, en coulant dans le moule national un islam rigoriste importé d'Arabie saoudite et respectueux des hiérarchies traditionnelles. Quitte à mettre à bas les principes de tolérance religieuse qui ont toujours fondé l'identité multiethnique et pluriethnique indonésienne ; et le Pancasila [4] (Benny Setia Wirawan, 2016 ; Beyer et Bulard, 2017).

Amérique latine

Dans un contexte d'inégalités abyssales, de ralentissement de la croissance et d'explosion de la violence criminelle, l'Amérique latine n'a pas été épargnée par cette vague réactionnaire. Ce continent-, qui avait cristallisé les espoirs et les fantasmes de la gauche européenne durant la première décennie du 21^e siècle, semble lui aussi être entré dans une phase de restauration conservatrice. Après le « tournant à gauche » (Alternatives Sud, 2005), est venu le coup de barre à droite. Pluriels, les forces et les courants politiques réactionnaires, souvent rangés sous l'appellation générique de « nouvelle droite [5] », reconquièrent un à un les territoires perdus ces vingt dernières années au profit des gauches.

Au Venezuela, la droite remporte les élections parlementaires de décembre 2015. D'importantes municipalités en Équateur, en Bolivie et au Brésil tombent dans son giron entre 2014 et 2016. Dans ce dernier pays, elle orchestre en 2016 la destitution de la présidente Dilma Rousseff, après une procédure théâtrale d'impeachment que beaucoup qualifient de « coup d'État » institutionnel, à l'instar des coups de force parlementaires qui ont débarqué les présidents Zelaya au Honduras (2009) et Lugo au Paraguay (2012). Au Chili, elle vient de porter au pouvoir, pour la seconde fois, un milliardaire qui a bâti sa fortune sous la dictature de Pinochet. Et c'est un autre riche homme d'affaires, Mauricio Macri, qui a été propulsé à la présidence de l'Argentine, après une campagne acharnée contre la présidente Cristina Kirchner Fernandez, menée par une coalition hétéroclite de

partis conservateurs et de groupes de jeunes libéraux.

Même dans les pays où elles occupent depuis longtemps le pouvoir, les droites ont renforcé leur poids politique, en particulier celui de leurs composantes les plus radicales. Au Pérou, avec la victoire en 2016 de l'économiste, ex-banquier central et investisseur Pedro Pablo Kuczynski ; au Guatemala, avec celle de Jimmy Morales, candidat du Front de convergence nationale, créé par d'ex-militaires accusés de crimes de guerre ; ou encore en Colombie, où la « derecha uribista » s'est fortement mobilisée contre l'accord de paix avec les FARC (Bohoslavsky et Boisard, 2017 ; Segrera 2016).

Là où elles reprennent les commandes, à savoir à peu près partout, ces nouvelles droites s'emploient à revenir sur les réformes engagées par les gouvernements progressistes au cours de la décennie précédente, démantèlent à tour de bras des législations sociales et environnementales ou les institutions censées les mettre en œuvre et multiplient les mesures favorables aux milieux d'affaires, au risque de remettre en question les réels progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités. Comme le montre le cas paradigmatique du Brésil, dans la plupart des situations ces politiques ont été associées à un agenda politique ultraconservateur sur le plan sécuritaire, moral et sexuel (Delcourt, 2015 ; Enders, 2017 ; Segrera, 2017 ; Viana, 2017).

Dans plusieurs pays, ce backlash a également pris la forme de vastes mobilisations, qui ont essentiellement fait descendre dans la rue les couches moyennes : grèves géantes et blocus organisés contre le gouvernement vénézuélien depuis le début du siècle, insurrection sécessionniste du Comité civique pro-Santa Cruz en Bolivie en 2008, soulèvement des syndicats agricoles patronaux et des secteurs de l'agrobusiness en Argentine en 2008 contre la politique fiscale du gouvernement de Nestor Kirchner et longue suite de mobilisations contre le gouvernement présidé par sa femme, Cristina Kirchner-Fernandes entre 2012 et 2014 ; manifestations antifiscales en Équateur en 2015, etc. Si certaines de ces protestations agglutinaient également des secteurs de la gauche, leurs principaux maîtres d'œuvre n'en étaient pas moins nettement ancrés à droite, et leurs revendications premières, franchement réactionnaires.

Plusieurs de ces mobilisations ont d'ailleurs joué un rôle majeur dans la reconstruction d'une puissante opposition politique. Ainsi les manifestations organisées contre Cristina Kirchner, souvent présentées comme apolitiques et spontanées, peuvent être considérées comme le point d'orgue d'un long travail de réorganisation, remobilisation et rénovation des droites argentines, désireuses d'en finir avec près de quinze ans de kirchnérisme et d'en revenir à un modèle ultralibéral d'inspiration « ménémiste » (Vommaro, 2014).

Dans le grand pays voisin, les mobilisations ont pris une tout autre ampleur, et une tournure plus décisive. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues du pays entre 2014 et 2015, à l'appel d'une poignée d'organisations libérales et conservatrices, pour réclamer la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, dans ce qui peut être considéré comme l'une des plus importantes vagues de mobilisations depuis trente ans.

Le profil social des manifestants (classes moyennes à hautes), la tendance idéologique des organisations mobilisées (ultralibérales, libertariennes, pro-vie, pro-armes à feu, nostalgiques du régime militaire, etc.), le type de slogans proférés par cette foule vêtue de vert et de jaune (pour une intervention militaire, contre le communisme, contre les politiques sociales, pour la diminution des impôts, pour plus de sécurité et d'armes à feu, etc.) et l'appui (sinon la sympathie) reçu dans les rangs de l'opposition, de groupes parlementaires clairement marqués à droite, dans les médias et certains secteurs de la justice ne laissent planer aucun doute sur le caractère réactionnaire de ces mobilisations pro-impeachment et anticorruption. Sur bien des points, leur physionomie les rapproche des gigantesques « Marches des familles avec Dieu et pour la liberté » qui, en 1964,

avaient précédé et préparé le coup d'État contre le président João Goulart.

Sans elles, l'issue du procès politique intenté à Dilma Rousseff aurait sans doute été tout autre. Sans elles, les élections n'auraient pas débouché sur la mise en place du Congrès le plus conservateur qu'ait connu le pays depuis la démocratisation. Et sans elles, l'une des figures de proue du mouvement anti-Dilma, le parlementaire d'extrême droite xénophobe, raciste, misogyne et autoritaire Jair Bolsonaro, n'aurait jamais acquis une telle popularité, au point de se situer en bonne place dans la course à la présidentielle d'octobre 2018.

Au Brésil comme dans les autres pays du continent, ni la difficile conjoncture économique de ces deux dernières années, ni l'usure politique - qui justifierait une saine alternance - ne sont à même de rendre compte de ce brusque retour en arrière. La montée d'un virulent activisme de droite, l'émergence soudaine dans l'espace public d'une pluralité d'acteurs, de groupes et de collectifs réactionnaires (religieux, ultraconservateurs ou ultralibéraux) bien décidés à peser sur les futurs choix politiques, ainsi que le nombre croissant de leurs sympathisants suggèrent un changement plus profond, d'ordre culturel.

Monde arabe et Afrique subsaharienne

Dans ce tour d'horizon du virage réactionnaire, les pays du monde arabe et d'Afrique constituent autant de cas singuliers, compte tenu de l'étroitesse des marges de contestation en contexte autoritaire, et d'un environnement régional extrêmement défavorable. Reste que, comme le rappelle Sarah Ben Néfissa, dans ce numéro, le monde arabe semble plus qu'ailleurs concerné par « la montée en puissance des mobilisations identitaires, des fondamentalismes religieux, des communautarismes et des ethnonationalismes ».

Le phénomène est aussi plus ancien que dans les autres régions. Il trouve principalement son origine - et ses raisons d'être - dans l'étouffement par ces régimes autoritaires de toute contestation démocratique, leur méfiance vis-à-vis de toute forme de politisation de la revendication sociale, et leur incapacité à maintenir, dans un contexte de mondialisation et de réduction drastique des dépenses publiques, le « pacte social autoritaire » qui avait autrefois assis la légitimité et la popularité des nationalismes arabes aux yeux des populations, au lendemain des indépendances.

Dans le même temps, ce tournant fondamentaliste/communautariste a été encouragé par la diffusion, dans toute la région, de l'idéologie wahhabite, la dépolitisation de toutes luttes sociales au profit des appels identitaires et patriotiques, ainsi que par le jeu des intérêts nationaux et les luttes d'influences des puissances régionales et internationales. Mutatis mutandis, dans la foulée des « printemps arabes », il a été instrumentalisé par les régimes qui s'en sont servis pour justifier la répression des oppositions, conforter leur pouvoir et (re)trouver un semblant de légitimité internationale, à l'instar de la Syrie d'Assad et de l'Égypte d'al-Sissi.

Quoi qu'il en soit, dans le monde arabo-musulman, le fondamentalisme a fait son lit dans un contexte marqué tantôt par le retrait de l'État de ses missions sociales (dans la plupart des pays du pourtour méditerranéen), sous la pression d'ajustements et de contraintes économiques externes, tantôt par l'effondrement de l'État central (en Irak et en Syrie, au Yémen, en Somalie, etc.), sur fond de crise sociale ou humanitaire, de guerres et de tensions ethniques exacerbées. Une telle situation n'a pu qu'y favoriser le développement et la diffusion d'une forme particulièrement violente d'intégrisme (Boko Haram, Chebabs, Ansar Dine, Daech, Al-Qaïda, etc.).

Théâtre depuis le début du siècle d'un regain de tensions ethno-communautaires, religieuses, nationalistes, identitaires et même de violence xénophobe (Banégas, 2010), l'Afrique subsaharienne

présente des caractéristiques assez similaires. Les mêmes causes y produisent souvent les mêmes effets. Le délestage par l'État de ses prérogatives, à partir des années 1980, les luttes internes pour le contrôle des ressources et la captation de la rente publique, l'« ethnicisation des appartenances politiques » et la « politisation des ethnicités » n'ont fait qu'exacerber des crispations latentes.

Dans un contexte de rareté, de pauvreté et de bridage de l'expression politique des revendications sociales, cette combinaison de facteurs a permis à une multitude de groupes armés, d'organisations radicales et de bandes criminelles, les uns et les autres se confondant parfois, de se placer au centre du jeu sociopolitique dans de nombreux pays : Armée de résistance du Seigneur en Ouganda, « sœur jumelle et néochrétienne de Boka Haram », Séléka musulman et anti-Balaka évangélique en République centrafricaine, milices armées au discours ethniciste en RDC, en Éthiopie, au Kenya, etc.

Cette pluralité de configurations et d'acteurs aux profils très différents invite ici à relativiser le rôle de la religion dans cette poussée régressive et violente. Sans pour autant nier l'« irréductibilité des logiques intrinsèques » de la foi et de la croyance, elle rappelle aussi que le fait religieux doit impérativement être replacé non seulement dans un jeu de causalités complexes et multiples, au niveau local, mais aussi être analysé à la lumière de dynamiques globales et interconnectées auxquelles l'Afrique n'échappe pas : intégration des marchés - y compris celui de la foi - à l'échelle mondiale, universalisation de l'État-nation et généralisation d'une conscience particulariste (Bayart, 2017).

Les ferments d'une révolte à rebours

Ce qui frappe surtout dans ce trop bref panorama des poussées réactionnaires dans le Sud, c'est leur quasi-concomitance, quelles que soient la région envisagée et les formes d'expression prises par ce tournant. Et cette concomitance ne doit certainement rien au hasard.

À partir de la deuxième moitié des années 1980, la plupart des pays du Sud connaissent un double processus simultané qui va radicalement transformer leur visage : d'une part, un processus d'ouverture démocratique, tantôt franc, tantôt timide ; d'autre part, une rapide conversion de leur économie aux logiques du libre-échange et aux canons de l'idéologie néolibérale, dans un contexte global d'intégration croissante - et souvent chaotique - des marchés (Alternatives Sud, 2017). Supposée naviguer de conserve et se renforcer l'une et l'autre, comme le prophétisaient les thuriféraires de la mondialisation libérale, ce double processus s'est avéré lourd de conséquences.

Certes, la démocratisation a permis dans de nombreux pays l'ouverture d'espaces d'expression démocratique et l'émergence ou la (re-)naissance d'une société civile. Mais l'ajustement libéral et la réduction de la voilure de l'État au profit du marché et de sa logique concurrentielle ont aussi eu des effets dévastateurs, en ébranlant les bases matérielles de l'existence de divers groupes sociaux et en annulant les promesses de mieux-être du tournant démocratique.

De fait, loin d'avoir marqué le début du règne d'une « démocratie universelle et d'un capitalisme heureux », cette « mise au pas économique », combinant libéralisation des échanges, privatisation, réduction des dépenses publiques et suppression des programmes à destination des couches sociales les plus fragiles, a souvent été vécue comme une catastrophe, sinon comme un cataclysme par ces populations. Si ces ajustements ont redynamisé dans certains cas la croissance et participé à l'émergence « économique » de plusieurs pays, dans quelques régions (en Afrique notamment), la pauvreté a progressé. Partout, les inégalités ont explosé pour atteindre des sommets ; les emplois informels et précaires se sont généralisés ; et les migrations, internes ou externes, ont connu un nouveau boom, alimentées par l'absence de perspectives locales (Alternatives Sud, 2015 ; Oxfam, 2018).

Dans le même temps, l'« insécurité » ou le sentiment d'insécurité s'est généralisé à mesure que l'État opérait son retrait et que les nouvelles logiques économiques confortaient le pouvoir des transnationales et d'une nouvelle élite mondialisée, tandis que les logiques de la consommation envahissaient toutes les sphères de l'existence, accélérant l'atomisation et l'individualisation de ces sociétés. Même là où la globalisation avait favorisé l'émergence de nouvelles classes moyennes, celles-ci se sont rapidement trouvées exposées aux aléas de la croissance et à des crises à répétition, tiraillées par la peur du déclassement, menacées du jour au lendemain de retomber dans la pauvreté, dans un contexte de compétition exacerbé et de ralentissement de la mobilité sociale.

Une telle disjonction entre les promesses démocratiques et les réalités vécues n'a pu que nourrir un sentiment de méfiance ou de lassitude (Appadurai, 2017) des populations à l'égard de la démocratie, de ses institutions, de ses normes et de ses procédures. Elle a alimenté une culture de l'angoisse et du ressentiment, tout en nourrissant le rejet des idéaux égalitaires, alors même que les inégalités structurelles ne cessaient précisément de s'aggraver (Mishra, 2017). Et, elle a suscité une défiance généralisée envers l'économie libérale, en faisant apparaître un nouveau clivage entre « gagnants et perdants de la globalisation, la seconde catégorie y réagissant souvent au moyen de revendications xénophobes ...dont on voit bien qu'elles convergent dans des formes de nationalisme prônant l'exclusion » (della Porta, 2017).

Loin d'avoir arasé les identités, la mondialisation libérale les a réarmées. Alors que les États se sont montrés de moins en moins capables d'assurer protection et développement à leurs populations, de plus en plus nombreux sont ceux qui aujourd'hui entendent ressusciter des formes étroites de souveraineté, en se tournant « vers leur culture majoritaire respective, vers un ethnonationalisme qui étouffe toute dissidence intellectuelle et culturelle intérieure ». « Pour le dire autrement, souligne Arjun Appadurai, la perte de souveraineté économique engendre une posture consistant à brandir l'idée de souveraineté culturelle. La culture devient le siège même de la souveraineté nationale » (2017).

Autrefois séculier et porteur de valeurs universalistes, le nationalisme qui avait été le moteur des luttes pour l'indépendance dans le Sud s'est ainsi radicalement transformé : il est devenu un nationalisme ethnique et/ou religieux (Raillon, 2017). Et les groupes et collectifs qui le promeuvent entendent aujourd'hui refermer la parenthèse démocratique dont ils ont pourtant aussi été les bénéficiaires.

Contre-mouvements régressifs

Cette situation n'est pas sans présenter, note le sociologue César Ruendeles, « d'importantes analogies avec la situation dont K. Polanyi fut le témoin direct, avec sa polarisation politique, son instabilité institutionnelle et son climat de haine collective » (2017). Cherchant à comprendre la montée des extrêmes dans les années 1930, l'auteur de la Grande Transformation (1944) a remarquablement décrit et analysé le double mouvement de l'évolution de l'économie capitaliste qui a mené tout droit à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale : un premier mouvement de subordination de tous les aspects de la vie sociale aux logiques du marché autorégulateur, suivi d'un puissant contre-mouvement de « réaction défensive » de la société face à cette colonisation de l'existence par le marché, lequel a pris tantôt des formes émancipatrices, tantôt des formes régressives, à l'instar du nazisme et des fascismes.

Appelant à s'inspirer de l'analyse de Polanyi pour interpréter de manière globale l'actuel tournant régressif, la sociologue des mouvements sociaux, Donatella della Porta explique ainsi que : « L'histoire nous apprend que les contre-mouvements sociaux qui aspirent à réinstaurer des droits

traditionnellement garantis peuvent générer des récits progressistes et offrir des visions plus inclusives et participatives, mais qu'ils peuvent aussi encourager et faire appel à des modèles régressifs et à des logiques plébiscitaires et prônant l'exclusion [...]. Avec le tournant néolibéral, le capitalisme se mit une nouvelle fois, à s'appuyer – par exemple en abrogeant des textes de loi qui protégeaient les droits des citoyens et régulaient les marchés financiers – sur des formes d'accumulation par la dépossession [...]. La marchandisation du travail, de la terre et de la monnaie fut de nouveau poursuivie à travers la dérégulation du marché et le démantèlement des dispositifs de protection des droits des travailleurs, à travers l'accaparement des terres et une dérégulation à grande échelle du capital financier.

À nouveau, des contre-forces (similaires en bien des points aux contre-mouvements de Polanyi) firent leur apparition, en se développant dans deux directions : certaines se sont avérées progressistes, cherchant à étendre les droits des citoyens dans le cadre d'une vision inclusive et cosmopolite, tandis que d'autres se sont avérées régressives, aspirant à un ordre révolu dans le cadre duquel ne serait protégé qu'un nombre restreint de natifs » (2017).

De fait, si la mondialisation néolibérale a entraîné à partir de la deuxième moitié des années 1990 une première vague de contestation globale, incarnée notamment par le mouvement altermondialiste, elle a contribué aussi à la (ré)émergence et à l'ascension de « multitudes régressives » (Appadurai), une sorte de contre-société civile, aujourd'hui bien décidée à enterrer les récentes conquêtes démocratiques.

Ainsi, comme le note François Raillon pour l'Asie : « La crise financière de 2008 mais aussi les effets délétères de la globalisation ont fait trébucher l'Asie orientale. Une hésitation s'est développée dans les diverses sociétés de la région sur la pertinence du modèle néolibéral, dont les bénéfices économiques devaient compenser la dureté de la concurrence généralisée. Dans les démocraties, les réactions populistes renaissent comme au lendemain de la crise asiatique de 1997-1998 » (2017).

Reste que la montée en puissance de ces forces rétrogrades ne s'est pas faite dans un vide de discours mobilisateurs et en l'absence d'organisations et d'entrepreneurs de mobilisations, habiles à accaparer la subjectivité populaire, en instrumentalisant les peurs et les ressentiments générés par la mondialisation néolibérale, et en les mettant aux services d'intérêts et d'ambitions politiques particuliers.

Discours mobilisateurs

La disparition des « grands récits » collectifs au profit de l'idéologie néolibérale et de son culte de la performance individuelle a contribué non seulement à dépolitiser les luttes sociales, mais aussi à réactiver les sentiments identitaires. Dans un contexte mondial où la mobilité forcée et l'insécurité qui en découle tendent précisément à brouiller les appartenances personnelles et collectives ; et dans lequel les États-nations se trouvent de plus en plus réduits à leur « ethnos », devenu l'unique ressource sur laquelle ils peuvent encore avoir prise, l'identité tend à (re)devenir une valeur refuge (Krastev, 2017 ; della Porta, 2017 ; Appadurai, 2017).

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que les discours portant sur la communauté première d'appartenance, la tradition, la « pureté » originelle du groupe, la grandeur d'antan, la religion des origines, un passé souvent mythifié ou fantasmé (l'hindutva en Inde, le caractère intrinsèquement islamique de la nation malaise ou indonésienne, irréductiblement bouddhiste de la citoyenneté birmane, chrétienne du continent latino-américain, la vertu des anciennes royautés africaines, le retour à l'Islam des premiers temps dans le monde arabe, etc.) aient trouvé un écho croissant au sein de populations déboussolées et en quête de repères ou de réassurances identitaires, dans des

environnements changeants et instables.

Tout en participant à un travail symbolique d'invention de la tradition, ces discours utilisent les mêmes ficelles. Ils tendent à effacer les identités sociales au profit de l'identité culturelle. Ils font primer la loyauté à l'ethnos (ou à la religion) sur les solidarités de classes, quitte à faire passer les inégalités structurelles et/ou les hiérarchies internes comme naturelles ou acceptables. Et, simplifiant la réalité à outrance, ils s'appuient sur une vision binaire et paranoïaque du monde et de ses enjeux. Ainsi, commentant le résultat des élections parlementaires d'octobre 2016 au Brésil, une députée du Parti des travailleurs, expliquait, non sans effroi : « Le parlement s'est soudain rempli d'intégristes religieux, de punitivistes et de patrimonialistes. Ces gens ont une conception binaire du monde où s'affrontent Dieu et le Diable, le bien et le mal, les Blancs et les Noirs » (cité dans *Le Monde*, 19 décembre 2017).

La victimisation et la focalisation sur un ailleurs ou sur un autre menaçant sont les deux principaux ressorts de cette rhétorique. La communauté primordiale d'appartenance, cet « entre soi » rassurant et protecteur, serait continuellement menacée, au bord de l'implosion ou de l'effondrement. D'où l'appel à resserrer les rangs pour combattre la menace, l'identification et la désignation d'adversaires, boucs émissaires de choix, cibles de substitution et exutoires commodes- à toutes les frustrations et les ressentiments partagés par le groupe que ces discours cherchent à mobiliser.

Tantôt l'ennemi est externe, plus ou moins lointain ou abstrait : une puissance environnante ; des ONG de défense des droits l'homme ou de promotion du genre, souvent accusées d'ingérence, sinon d'impérialisme culturel ; une idéologie politique importée, comme le socialisme, etc. Tantôt, il est proche et n'en est que d'autant plus menaçant. Il est identifié alors comme une « cinquième colonne », voire comme un « parasite » qui cherche à attenter au bien-être de la communauté ou à détruire les fondements de sa culture ou de sa religion.

Rendus responsables de la plupart des problèmes de la commu-nau-té, affublés de tous les vices, portés à toutes les manigances et les coups fourrés, ces ennemis intérieurs revêtent de multiples visages : minorités ethniques ou religieuses (Rohingyas en Birmanie, Dalits et musulmans en Inde, chrétiens coptes en Égypte, bouddhistes et confucéens en Malaisie, chiites au Yémen, etc.), communauté LGBT en Ouganda, intellectuels libéraux et athées au Bangladesh, militants progressistes en Indonésie et au Brésil, dealers et toxicomanes aux Philippines, etc.

Afin d'atteindre plus efficacement leur but, ces discours forcent le trait. Pour mieux stigmatiser l'adversaire, ils insistent sur l'ignominie de ses pratiques et modes de vie, et n'hésitent pas à s'accommoder de rumeurs, d'informations non fondées ou exagérées et de faits divers montés en épingle, qui saturent l'espace médiatique. Ainsi les Rohingyas entretiendraient depuis de longues années d'étroites relations avec les mouvances djihadistes internationales. Les Dalits (intouchables et hors caste) ainsi que les musulmans indiens mettraient en danger les fondements culturels de la nation hindoue, en consommant de la viande bovine. Les minorités religieuses en Malaisie chercheraient à convertir la population musulmane par le mariage, et leurs associations caritatives pratiqueraient un dangereux prosélytisme, comme dans l'Indonésie voisine où ces minorités sont régulièrement accusées de saper les bases de la religion majoritaire (Choong Pui Yee, 2012 ; Hamayotsu, 2013 ; Fewer, 2015 ; Stauber, 2017).

Au Brésil, où les crimes homophobes sont légion, la communauté LGBT est quant à elle régulièrement taxée de pédophilie, voire de zoophilie (Vigna, 2017). Dans ce même pays, les partis et mouvements de gauche font également les frais de ce fiel réactionnaire, souvent tout à la fois xénophobe, homophobe et misogyne (Delcourt, 2015 ; Vigna, 2017 ; Enders, 2017). Ainsi sont-ils régulièrement accusés non seulement d'attenter aux valeurs chrétiennes, mais aussi de se faire les relais du régime castriste, en tentant de convertir le pays à la doctrine communiste, dans des

discours qui semblent tout droit sortis de la guerre froide.

Pour mobiliser plus efficacement le consensus et l'action, les mouvements réactionnaires tendent aussi à adoucir leur discours ou mobilisent sur des thématiques socialement « plus acceptables », des enjeux et des cibles plus consensuels : la lutte contre la corruption et un establishment corrompu, la dénonciation des élites économiques et des accords « classiques » de libre-échange, la défense de la liberté de culte et de la culture locale et même la sauvegarde d'une démocratie menacée.

Eric Agrikoliansky et Annie Collovald notent ainsi qu'« un des modes d'action centraux des mobilisations conservatrices consiste à faire accepter un arsenal d'idées, d'arguments, de catégories de pensée, voire de scénarii de politiques publiques légitimant après coup ou préalablement des pratiques qui, déshabillées de leurs justifications idéologiques, apparaîtraient comme insupportables de violence sociale et affecteraient la production du consentement. Nombre de causes que promeuvent ces groupes conservateurs sont discréditables et discréditées dans l'espace public contemporain (comme obscurantistes, irrationnelles, d'arrière-garde, prônant un retour à la foi et aux valeurs traditionnelles) et supposent des stratégies de légitimation à double voie.

D'un côté [...] apprendre à euphémiser une rhétorique trop radicale [...] afin d'enrôler au-delà des auditoires acquis, de collectiviser la cause en rassemblant d'autres groupes conservateurs et de mutualiser les ressources en bénéficiant de nouveaux savoirs et savoir-faire. D'un autre, le nombre ne fait pas toujours la force et la légitimité se gagne surtout en diffusant des idées "illégitimes" auprès de passeurs publics (comme les médias) ou dans des "lieux d'influence" où sont postés des acteurs centraux [...] qui les reprendront, en le sachant ou sans le savoir, comme catégorie pour penser leur activité et les actions publiques » (2014).

Un tel phénomène a pu s'observer au Brésil, où la plupart des groupes réactionnaires, rageusement anti-pétistes (des défenseurs des armes à feu aux militants ultralibéraux, en passant par les organisations pro-vie des mouvances religieuses intégristes ou évangéliques et d'anciens nostalgiques du régime militaires), sont parvenus à coordonner leur action et à fédérer une bonne partie de l'opinion, excédée par les scandales de corruption à répétition, autour de slogans antisystèmes et antigouvernementaux (Delcourt, 2015).

Mais aussi en Thaïlande, quelques années plus tôt, où les mouvances conservatrices et royalistes, réunies derrière le Comité populaire pour une réforme démocratique, se sont parées des attributs de la démocratie et ont été jusqu'à reprendre des slogans, tels qu'« Occupy Bangkok » et des registres d'action propres à la gauche pour faire tomber des gouvernements populaires et ouvrir la porte au retour des militaires (Chachavalpongpun, 2012 ; Case, 2014).

Organisations, ressources et relais

Les exemples thaïlandais et brésiliens témoignent avec force du rôle central des organisations et de leurs relais dans l'émergence de ces mouvements régressifs. Loin d'être toujours spontanées, ces mobilisations s'appuient le plus souvent sur un solide noyau, sinon un réseau étendu, d'entrepreneurs de mobilisation, d'organisations, de ressources, de soutiens et de relais, même quand ces poussées réactionnaires ont toutes les apparences d'explosions soudaines et incontrôlées de violence.

« Le passage au politique du religieux, sur le mode de la violence, explique ainsi Jean-François Bayart, est porté par des organisations. Certes, les émeutes, les pogroms, les massacres interreligieux comportent une part d'hybris spontané de la foule. Mais très rares sont ceux d'entre

eux qui ne portent pas le signe d'une préparation soit idéologique, à l'initiative d'institutions religieuses, soit organisationnelle, à l'initiative de véritables mouvements armés ou paramilitaires. » Bref, pour paraphraser Erik Wolf (1974), les ressentis subjectifs, tout autant que le sens profond de l'injustice, pour devenir actifs, sur la scène politique, doivent recevoir forme et expression dans une organisation apte à mobiliser et le consentement et les ressources.

On observe par exemple une étroite corrélation entre la montée des fondamentalismes religieux et l'implantation massive dans les quartiers populaires, délaissés par les États, d'une multitude d'églises ou d'organisations caritatives offrant à leurs populations à la fois aides, services et sens. En deux ou trois décennies, ces acteurs religieux ont ainsi réussi à occuper une bonne partie du terrain social et de l'espace politique. Dotés souvent d'importantes ressources dans un contexte de pénurie, leurs maillages serrés d'organisations sœurs et de filiales militantes ont fini par se substituer aux rares espaces de socialisation et d'action collective existant à l'intérieur de ces communautés, où elles ont contribué à la diffusion des discours ultraconservateurs, intégristes ou xénophobes.

Aussi la montée du fondamentalisme musulman dans le monde arabe et l'Afrique doit-il beaucoup au développement de groupes et d'associations caritatives et à l'arrivée en masse de prédicateurs formés au Pakistan ou en Arabie saoudite, à l'instar des Frères musulmans en Égypte. Le succès du BJP et l'arrivée au pouvoir de Modi en Inde ont été rendus possibles grâce à un intense travail de réseautage, d'encadrement et de mobilisation réalisé par les organisations extrémistes hindoues (RSS, VHP, Bajang Dal, Shiv Dena) et aux services sociaux offerts par leurs pôles caritatifs (Stauber, 2017).

La vague xénophobe qui submerge la Birmanie a principalement été l'œuvre de deux organisations de masse bouddhistes, le « 969 » et le Ma Ba Tha, investies également dans le travail social (Fewer, 2015 ; Raillon, 2017). Et les pressions sur l'actuel gouvernement indonésien, la condamnation du gouverneur de Dajkarta et l'entreprise de moralisation de la vie publique sont principalement l'œuvre du Front des défenseurs de l'Islam (FDI), un groupe d'extrémistes musulmans aux allures de milice. Créé en 1998, après la chute de Suharto, le FDI avait été aussitôt adoubé par la police et l'armée, et avait reçu le soutien d'une bonne partie de la « bonne société politique indonésienne » (Beyer et Bulard, 2017).

Comme le montrent ces exemples, mouvances religieuses et organisations nationalistes entretiennent désormais des liens de plus en plus étroits, quand elles ne se confondent pas. Un phénomène qui indique aussi que le sentiment religieux est (re)devenu un des principaux véhicules de ces nouvelles formes de nationalisme. Ne cessant d'étendre leur emprise dans les villes, mais aussi dans les campagnes et les milieux universitaires, les organisations qui le promeuvent entretiennent souvent d'étroites relations avec les secteurs dirigeants et certaines élites économiques, quand elles n'en sont pas les courroies de transmission vers le monde populaire.

Si l'Asie connaît actuellement une fièvre nationaliste à base -ethno-religieuse, l'Amérique latine n'a pas échappé non plus à l'emprise du religieux. Au Brésil, par exemple, les églises évangéliques (pentecôtistes et néopentecôtistes) ont étendu leur rayon d'action dans toutes les villes. Fortes désormais de plusieurs millions de fidèles, d'une importante représentation politique au Congrès (près de 87 parlementaires sur 513), de nombreux soutiens dans les sphères dirigeantes et d'importants relais médiatiques (une des premières chaînes du pays, RecordTV, appartient à l'Église universelle du règne de Dieu), elles sont devenues une puissance politique à part entière.

Pratiquement incontournable, tant au niveau national qu'au niveau des États fédérés et des municipalités, le bloc évangéliste s'emploie désormais à bloquer ou à réviser certaines lois jugées trop libérales (mariage gay, avortement, etc.) et noue, pour ce faire, de solides alliances avec d'autres lobbies politiques ultraconservateurs (défenseurs des armes à feu et d'une approche

sécuritaire, propriétaires terriens, etc.). Partageant avec ces derniers de réelles accointances, voire une même vision du monde social, ils ont compté parmi les principaux artisans de la destitution de Dilma Rousseff.

Désormais, les militants évangélistes les plus radicaux n'hésitent plus à descendre dans la rue, en compagnie d'autres groupes ultraconservateurs, tantôt pour s'opposer à la tenue d'une exposition queer à Sao Paulo, tantôt pour dénoncer la supposée surreprésentation de professeurs marxisants dans l'enseignement public. Un de ces groupes va même jusqu'à demander le remplacement de la Constitution par la Bible (Vigna, 2017 ; Enders 2017).

Les rapprochements opérés entre les extrémistes religieux, les organisations ultraconservatrices et de jeunes libertariens issus principalement des classes moyennes et supérieures, dans la foulée du vaste mouvement pro-impeachment, sont symptomatiques du tournant réactionnaire pris récemment par ce pays. Véritable opération marketing lancée en 2014 par une poignée d'étudiants issus de la branche brésilienne de Students for Liberty, une organisation libertarienne internationale fondée aux États-Unis, le Movimento Brasil Livre (MBL), par exemple, n'a cessé de gagner en visibilité au point de devenir l'un des principaux fers de lance du mouvement anti-Dilma.

À l'instar d'autres organisations mobilisées, le MBL a bénéficié du soutien appuyé de nombreux think tanks, libéraux ou libertariens (Instituto Millenium, Instituto Liberal, Instituto Ludwig von Mises Brasil, etc.), d'organisations patronales (Fédération des industriels de São Paulo), des grands médias et de nombreux représentants du monde politique (de droite) et judiciaire, dans sa violente campagne contre le gouvernement Dilma Rousseff, le PT et les mouvements sociaux progressistes.

Le réseau libertarien n'est pas actif qu'au Brésil. Partout en Amérique latine, les organisations, les collectifs et les think tanks libertariens et néoconservateurs, ainsi que leurs relais politiques, cherchent à étendre leur rayon d'action et leur influence sur les universités, les milieux d'affaires et les médias, multipliant conférences, sommets, forums et happenings. Soutenus par de puissantes fondations et organisations faitières internationales (Students for Liberty, Atlas Network, etc.), ils entendent instiller dans la société latino-américaine les idées ultralibérales et cherchent à mobiliser les classes moyennes contre l'État interventionniste, les politiques fiscales et les programmes sociaux, sur le modèle du Tea Party aux États-Unis (Delcourt, 2015 ; Fang, 2017).

Se revendiquant d'une droite décomplexée et nouvelle, leurs jeunes militants, situés tous en haut de la hiérarchie sociale, se sont approprié la bannière du changement social ainsi que les attributs symboliques du progrès, le langage de la résistance et les registres de mobilisation propres à la gauche. Mais comme le notait déjà il y a quelques années le journaliste brésilien Paulo Moreira Leite, à propos cette nouvelle droite militante : « Notre Tea Party est une traduction adaptée et appauvrie [de cette] même rhétorique. En se cachant derrière des causes présentées comme universelles, elle cherche à faire oublier qu'elle agit au nom d'intérêts bien particuliers. Dans sa version "tropicalisée" (ses membres) allèguent que tout ce que ce qui se maintient grâce à l'État constitue non seulement un embryon de communisme, mais est le fruit d'un vol [...]. Quand ils s'expriment, ils se font passer pour des anarchistes de droite, mais ses véritables leaders et inspirateurs ont dans le passé flirté avec la dictature militaire, voire davantage » (cité in Delcourt, 2015).

Refonder les gauches pour contrer l'offensive réactionnaire

Les désordres entraînés par la mondialisation néolibérale et ses crises à répétition ne peuvent rendre compte seuls de ce tournant réactionnaire. Il s'explique aussi par l'incapacité – ou l'absence de volonté – des partis politiques classiques à apporter des solutions concrètes aux dégâts

engendrés par cette globalisation, de même que par l'affaiblissement des gauches, l'érosion continue de leur base sociale et leur difficulté à proposer un projet émancipateur et mobilisateur, réellement porteur de changement et susceptible de réenchanter la vie politique et l'action sociale.

Jamais depuis la deuxième guerre mondiale, l'équilibre des forces politiques n'a paru plus défavorable aux partis, organisations et mouvements progressistes. Après avoir connu un réel sursaut à la charnière du 21^e siècle, avec l'irruption aussi soudaine qu'éphémère du mouvement altermondialiste et l'arrivée prometteuse au pouvoir de plusieurs partis de gauche en Amérique latine, l'heure semble être au repli dans tous les domaines (politique, intellectuel, social, culturel, religieux, etc.). Dans le Sud comme dans le Nord, les mouvements émancipateurs semblent avoir perdu non seulement la bataille des idées, mais aussi celle de la socialisation politique.

On le sait, le tournant idéologique opéré par les gauches politiques de nombreux pays au moment même où la mondialisation était en train de connaître un coup d'accélérateur, la longue série de compromis auxquels elles ont consenti pour se hisser au pouvoir, leurs alliances contre nature, les conflits de chapelles et les luttes d'ego, l'institutionnalisation et le vieillissement de leurs cadres et la priorité donnée à des questions de gouvernance et aux thèmes de société sur les objectifs plus globaux de justice sociale et de redistribution, ont fini par brouiller leur image, dilapider leur légitimité historique et détourner d'elles une bonne partie des classes populaires et des classes moyennes.

Se sentant de moins en moins représentées dans des « démocraties sans souveraineté », fatiguées par l'exercice électoral, elles se sont tantôt laissé séduire par les sirènes du marché et de la réussite individuelle, tantôt par celles de démagogues qui leur proposent des projets de substitution à ceux d'une gauche politique d'autant plus discréditée qu'elle est perçue depuis longtemps comme l'« avocate du marché dérégulé, incapable d'offrir des alternatives significatives » (della Porta, 2017).

Mais cet attrait pour les solutions autoritaires et xénophobes et la culture du rejet qui en fait le lit s'expliquent aussi par le vide laissé par les organisations et mouvements progressistes sur le terrain des mobilisations et des luttes sociales concrètes. Comme le note très justement un militant indonésien, le conservatisme n'a pu progresser autant en Indonésie que parce qu'aucun mouvement progressiste fort n'a pu lui être opposé (Benny Setia Wirawan, 2016). Ailleurs, l'extrémisme culturel et les solutions politiques conservatrices ont d'autant mieux progressé que les quelques rares maillages- d'organisations progressistes qui, autrefois, encadraient les groupes populaires et les populations marginalisées se sont affaiblis, ont perdu en influence et en dynamisme et se sont parfois dépolitisés.

Or, ce terrain perdu n'a pas été laissé en friche. Il a été investi, ou réinvesti, par une multitude d'organisations ultranationalistes, religieuses et réactionnaires, qui y ont étendu leur emprise, en servant parfois de caisse de résonance à certains partis politiques qui les mobilisent au gré de leurs stratégies électorales : « Dans beaucoup de pays, notent ainsi Ian Scooner et coll., des organisations de jeunes sponsorisées par l'État cherchent à dompter et à canaliser leurs aspirations, afin de supprimer toute forme de mobilisation politique autonome [...]. L'absence de mouvements forts, indépendants et populaires de jeunes qui promeuvent leurs priorités et leurs agendas, a tantôt laissé ces jeunes frustrés et marginalisés dans l'apathie ou la démobilisation, tantôt les a jetés dans les bras d'organisations populistes réactionnaires, comme l'Indonesia's Pemuda Pancasila et le Front de défense des musulmans » (2017).

Dans un contexte mondial de plus en plus chaotique et menaçant, cette double évolution (ou double démission) a contribué à réduire l'espace de diffusion de la culture progressiste et à affaiblir les forces qui la portent, de plus en plus dispersées, fragmentées, souvent isolées et repliées sur elles-

mêmes. Il importe maintenant de tirer les leçons de cette volte-face. Les acteurs progressistes ne peuvent se contenter d'attendre que l'orage passe. Pour contrer cette puissante offensive, ils devront se livrer à une patiente et difficile reconquête des territoires perdus, celui des idées comme celui des luttes sociales, politiques, culturelles et démocratiques concrètes. En attendant, comme le note Arjun Appadurai, « nous avons impérativement besoin d'une multitude démocrate. Telle est la seule réponse possible à la multitude répressive qui se lève partout, en Europe comme ailleurs » (2017).

Éditorial de Laurent Delcourt

Bibliographie

Alternatives Sud (2017), « Accords de libre-échange. Cinquante nuances de marché », vol. 24-3, Cetri-Syllepse, Louvain-la-Neuve-Paris.

Alternatives Sud (2015), « L'aggravation des inégalités », vol. 22-3, Cetri-Syllepse, Louvain-la-Neuve-Paris.

Alternatives Sud (2005), « Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine. Points de vue latino-américains », vol. 12-2, Cetri-Syllepse, Louvain-la-Neuve-Paris.

Agrikoliansky E. et Collovald A. (2014), « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent », *Politix*, 2, n° 106.

Appadurai A. (2017), « Une fatigue de la démocratie », dans Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression*, Premier Parallèle.

Banégas R. (2010), « Mobilisations sociales, crises identitaires et citoyenneté en Afrique », *État des résistances dans le Sud (Alternatives Sud)*, vol. 17-4.

Bayart J.-F. (2017), « Violence et religion en Afrique », *Médiapart - Blog de Jean-François Bayart*, 3 juillet.

Benny Setia Wirawan G. (2016), « Opinion : Unbalanced wings of Indonesian politics », *The Djakarta Post*, 10 octobre.

Bello W. (2017), « Duterte fascism and naked force ruling Philippines », *Asia Pacific Report*, 8 mars.

Bello W. (2017), « Counterrevolution, the countryside and the middle classes : lessons from five countries », *The Journal of Peasant Studies (Forum on Authoritarian Populism and the Rural World)*.

Beyer M. et Bulard M. (2017), « Menaces sur l'islam à l'indonésienne », *Le Monde Diplomatique*, août.

Bohoslavsky E. et Boisard S. (2017), « Derechas nuevas, viajes y renovadas : presentación de la problemática », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos, New Worlds, Coloquio « Penser las derechas en América latina, siglo XX »*.

Case B. (2014), « In Thailand, a political crisis with global implications », *ROAR Magazine*, 23 août.

Chachavalpongpun P. (2012), « Thaïlande : des mobilisations de rue aux coalitions des chemises rouges », *Alternatives Sud (États des résistances dans le Sud-Asie)*, vol. 19-4.

Chong Pui Yee (2012), « Malaysia's Right Wing Problem. Lively civil society is welcome. But is

- Malaysia's government turning a blind eye to extremist voices », *The Diplomat*, 2 mars.
- Cusset F. (2016), *La droitisation du monde, conversation pour demain*, Paris, Textuel.
- Geiselberger H. (dir.) (2017), *L'âge de la régression, Premier Parallèle*.
- Delcourt L. (2015), « Un Tea Party tropical ? La montée en puissance d'une "nouvelle droite" au Brésil », www.cetri.be, 6 juillet.
- Della Porta D. (2017), « Politique progressiste et politique régressive dans le néolibéralisme tardif », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression, Premier Parallèle*.
- Djani L. et Törnquist O. (2017), « How to curb right-wing populism in Indonesia », *The Djakarta Post*, 14 mars.
- Enders A (2017), « Brésil : catastrophe en vue », *The Conversation*, 12 novembre.
- Fang L. (2017), « Sphere of influence : how American Libertarian are remaking Latin American Politics », *The Intercept*, 19 août.
- Frewer T. (2015), « Fascist assemblages in Cambodia and Myanmar », *New Mandala*, 26 mars.
- Hamayotsu K. (2013), « Towards a More Democratic Regime and Society ? The Politics of Faith and Ethnicity in a Transitional Multi-Ethnic Malaysia », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 2.
- Illouz E. (2017), « Du paradoxe de la libération à la disparition des élites libérales », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression, Premier Parallèle*.
- Le Monde (2017), « Le Brésil sous l'emprise des "BBB" pour bœuf, Bible et balle », 19 décembre.
- Nachtwey O. (2017), « La décivilisation. Sur les tendances régressives à l'œuvre dans les sociétés occidentales », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression, Premier Parallèle*.
- Oxfam International (2018), *Partager la richesse avec ceux qui la créent*, Oxfam GB, janvier.
- Raillon Fr, (2017), « Asie orientale : le syndrome national-populiste », *Questions internationales*, n° 83, janvier-février.
- Rendueles C. (2017), « De la régression globale aux contre-mouvements post-capitalistes », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression, Premier Parallèle*.
- Scooner I, Edelman M., Borrás S.M., Jr, Hall R., Wolford W. (2017), « Emancipatory Rural Politics : Confronting Authoritarian Populism », *Journal of Peasant Studies* (« Forum on Authoritarian Populism and the Rural World »).
- Segrera F. L. (2016), *América Latina : crisis del postneoliberalismo y ascenso de la nueva derecha*, Ciccus-Clacso, Buenos Aires.
- Stauber Th. (2017), « Terapia de shock color azafrán. El nacionalismo hindú divide a la sociedad india », *Nueva Sociedad*, mai-juin.
- Vigna A. (2017), « Au Brésil, la crise galvanise les droites », *Le Monde Diplomatique*, décembre.
- Vommaro G. (2014), « Meterse en política : la construcción de PRO y la renovación de la

centroderecha argentina », Nueva Sociedad, n° 254, novembre-décembre.

Wolf E. (1974), Les guerres paysannes du vingtième siècle, Paris, François Maspero.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

* Cetri :

<https://www.cetri.be/Derives-reactionnaires-et-contre?lang=fr#nb1>

Notes

[1] https://www.syllepse.net/lng_FR_srub_24_iprod_723-droites-militantes-et-mobilisations-reactionnaires.html

[2] <http://www.socdemasia.com/young-progressives/155-social-democracy-in-a-time-of-populism-from-ripples-to-surge>

[3] Vague de mobilisations populaires et non violentes - appelée parfois EDSA Revolution - qui entraînent en 1986 le départ du dictateur Ferdinand Marcos et la restauration de la démocratie aux Philippines.

[4] Doctrine d'État proposé par Soekarno et fondée sur cinq principes : la croyance en Dieu, l'unité nationale, la souveraineté du peuple, l'humanisme et la justice sociale (Beyer et Bulard, op.cit.).

[5] L'appellation « nouvelle droite » est de plus en plus souvent utilisée pour distinguer ces courants politiques de la « droite dictatoriale » des années 1964 à 1985 et de la « droite néolibérale » des années 1985 à 2000 (Segrera, 2016).